

## Agriculture : un secteur en mal de stratégie



Ali Bey Nasri, président de l'Anexal. © D.R.

**Le président de l'Anexal, Ali Bey Nasri, suggère l'identification de produits agricoles par rapport à la demande mondiale et leur valeur ajoutée.**

Après la tenue des assises nationales de l'agriculture au mois d'avril dernier, plusieurs groupes de travail ont été créés pour mettre en œuvre les recommandations issues de cette rencontre. Celui chargé du volet exportation se réunira aujourd'hui. Experts et acteurs du secteur agricole vont certainement établir un état des lieux de la filière exportation et définiront un plan d'action avec des objectifs bien précis. Le constat est réel : l'Algérie n'est pas un pays exportateur de produits agricoles. Notre pays recèle des potentialités non négligeables dans l'agriculture, mais il n'arrive à exporter que pour l'infime valeur de 60 millions de dollars de produits agricoles. L'idéal, c'est d'opter pour des terres "exportatrices" avec des produits exportables. L'Algérie doit, toutefois, identifier, protéger et promouvoir tout ce potentiel agricole à réserver à l'export.

Une chose est certaine, notre pays dispose de nombreux produits d'excellente qualité qui arracheront facilement des places sur les marchés internationaux. Sur les 3,5 millions d'hectares restés en jachère, l'on doit dégager au moins un million d'hectares pour l'exportation.

L'Association des exportateurs, Anexal, qui prendra part à cette réunion, proposera un certain nombre de pistes à exploiter. Son président, Ali Bey Nasri, estime que le recours aux investissements directs étrangers (IDE) peut être une solution efficace pour une véritable et surtout "rapide" relance du créneau de l'export dans le domaine agricole. "Car, les IDE vont nous apporter ce qui nous manque le plus, à savoir la maîtrise technique ou ce qui est appelé par les spécialistes les protocoles ou les itinéraires techniques", argue

M. Nasri. Selon lui, l'apport des investisseurs étrangers en termes de technologie, de savoir-faire et de formation... sera considérable et bénéfique pour le secteur.

Les IDE garantiront également un réseau de distribution à l'export outre-mer, avoue-t-il. À ces opérateurs étrangers, il suffit, dit-il, de proposer des terres exportatrices. Que l'on identifie des projets de partenariat suivant la règle 51/49%. Il serait aussi opportun de s'intéresser sérieusement à l'agriculture bio, très chère et très demandée en Europe. Une réflexion à approfondir, une idée à faire mûrir au sein de ce groupe de travail. Il n'est pas fortuit que la Tunisie consacre toute la partie sud de son territoire à ce type d'agriculture.

L'Algérie peut faire mieux, d'autant plus que l'on continue à gagner des espaces vastes, réservés à l'agriculture, dans le désert. "Si la Chine est l'atelier du monde, l'Algérie peut devenir le grenier de l'Europe", reconnaît le président de l'Anexal. Ainsi, la certification bio pour l'agriculture au sud du pays peut être facilement démontrée, puisqu'il n'y a pas de pollution. L'autre orientation que veut suggérer Ali Bey Nasri est l'identification de produits agricoles par rapport à la demande mondiale et leur valeur ajoutée.

C'est de connaître quels sont les métiers et les atouts du pays et de savoir comment insérer l'Algérie dans cette demande internationale. L'Algérie peut faire valoir ses atouts, notamment sa possibilité d'assurer une offre mixte, la précocité et l'arrière-saison. "Il faut donc arrêter une stratégie fondée sur les atouts du pays, l'aspect bio et l'utilisation, à l'avantage de l'Algérie, de l'accord d'association paraphé avec l'Union européenne", affirme le premier représentant des exportateurs.

Par ailleurs, pour atteindre tous ces objectifs, il est recommandé de lever en urgence tous les obstacles bureaucratiques qui freinent le bon fonctionnement de ces opérations telles que la révision de la réglementation des changes, les lenteurs administratives...

**B. K.**